

Pau, le 03 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0196

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-30 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant la mise en place d'un régime de priorité à l'intersection formée par le boulevard du recteur Jean Sarrailh, rue du sergent Bernès Cambot et la rue des frères Camors ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par le boulevard du recteur Jean Sarrailh, la rue du sergent Bernès Cambot, et rue des frères Camors ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par le boulevard du recteur Jean Sarrailh, la rue du sergent Bernès Cambot, et la rue des frères Camors.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant rue du sergent Bernès Cambot et la rue des frères Camors doivent céder la priorité aux véhicules circulant boulevard du recteur Jean Sarrailh.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

07 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON-LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire